

Je sais qu'il existe, dans de vastes régions de l'Alberta, des mines d'où la houille pourrait être extraite à peu de frais, pour ainsi dire à ciel ouvert. Ce charbon dur peut se comparer favorablement à celui que nous importons de l'Ohio et de la Pensylvanie. On pourrait l'offrir en vente sur les marchés de l'Est, dans les provinces centrales, où il soutiendrait la concurrence de la houille américaine. Nous avons manqué de prévoyance et d'initiative en négligeant d'exploiter ces mines et de créer des moyens de transport en vue de diriger cette houille vers les marchés de l'Est pour assurer, dans une certaine mesure du moins, notre indépendance vis-à-vis de l'étranger.

Ce qui est vrai pour la houille l'est aussi pour maints autres produits, notamment l'acier. Nous n'avons aucune raison d'acheter actuellement notre sucre de pays du dollar. En temps de crise ou de tension, le Canada devrait être capable de se suffire. Nous devons encourager la plus grande industrialisation possible dans le plus court délai possible. Il nous faut procéder sur le plan régional en répartissant nos industries de façon à en assurer la sécurité. Nous devons également traiter avec équité des régions qui jusqu'ici ont été victimes d'injustice. Mon honorable ami le député de Dufferin-Simcoe (M. Rowe) a traité assez longuement le problème de la dévaluation; je n'entends donc pas insister sur ce sujet. J'ai déjà parlé du marasme des affaires et j'ai exprimé les vues de mon parti à ce sujet, mais j'aimerais y revenir brièvement. Le ministre a dit qu'il s'agissait d'une mesure provisoire afin d'améliorer le commerce mondial. Il semble étrange mais non moins vrai qu'au point de vue mondial, quelqu'un peut susciter une crise économique du jour au lendemain. La crise actuelle, comme nous l'a révélé hier soir l'administrateur de nos finances dans son exposé budgétaire, consiste en ce que nous sommes à court de dollars. Le ministre des finances a rencontré ceux des autres pays à Londres et à Washington. Ils croyaient sans doute que le bon moyen de faire face à la situation était de rendre les dollars plus précieux, ce qu'ils ont fait au moyen d'une dévaluation. Cela a été évidemment accompli avec l'entente ou la supposition qu'il serait possible aux Anglais de vendre davantage aux États-Unis et, comme il s'ensuit, de retirer moins de dollars de ces ventes. Voilà ce qu'il ne faut pas perdre de vue. Une telle dévaluation allait aussi permettre à la Grande-Bretagne et au Canada d'acheter moins de denrées aux États-Unis en retour d'un plus grand nombre de livres sterling ou de dollars canadiens. On pourrait consacrer beaucoup de temps à discuter les mérites ou

les inconvénients de cette mesure de courte durée, mais je tiens en ce moment, non pas à commenter le but visé mais à examiner la question qui touche à l'essence même du malaise économique dont la dévaluation n'est qu'un symptôme.

Je parle de la théorie très en vogue voulant que l'argent soit en lui-même une denrée et soit traité comme tel. C'est faux. Un amas de témoignages appuyant mon point de vue a été déposé en 1923 au comité de la banque et du commerce de la Chambre et en 1930, je crois, devant la Commission MacMillan à Londres. De ces nombreux témoignages recueillis au cours des deux audiences, on constate qu'alors la théorie voulant que l'argent est, en soi, une marchandise qu'on peut acheter et vendre comme des haricots, du riz, des automobiles, jouissait alors d'une grande vogue, qu'on la vénérât presque à l'égal d'une religion. Cela explique pourquoi plusieurs de nos plus respectables citoyens levaient les bras avec une sainte horreur lorsqu'on leur proposait d'utiliser une mesure élastique; qu'ils ne voient rien de condamnable dans une unité comptable élastique. C'est ce qui a bouleversé plusieurs d'entre nous qui ont étudié la question. Mais c'est exactement des unités comptables élastiques que les manipulateurs ont fait du dollar canadien, de la livre sterling et du dollar des États-Unis. Il existe une objection bien précise à l'emploi d'une telle unité. Nous, créditistes, y sommes opposés parce qu'elle détruit graduellement la civilisation. La dévaluation forcée, le tarif douanier et autres barrières, les crises commerciales, les programmes en temps de chômage et de crise, la pauvreté au sein de l'abondance et la guerre, ont leurs racines dans l'effort frénétique qu'on tente pour porter les gens à penser et à agir comme si notre unité monétaire était une denrée élastique, qui peut se dilater ou se contracter d'une façon quasi illimitée, au gré des propagandistes qui sont les seuls bénéficiaires du régime.

Nous, créditistes, nous nous opposons énergiquement à cette conception de l'argent. Nous prétendons qu'il faut tenir les devises, principal moyen de distribution des biens et des services, pour des unités de comptabilité. Nous croyons également que tant qu'on n'aura pas établi et appliqué fidèlement, au Canada et dans les autres pays du monde, une politique financière fondée sur cette conception de la monnaie, la solution des problèmes du commerce mondial ou des maux économiques dont nous souffrons actuellement ne présente que peu d'espoir.

L'histoire démontre que les institutions parlementaires doivent leur succès au fait d'avoir laissé entre les mains du Parlement